

Informations clés pour l'investisseur

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de cet OPCVM. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans cet OPCVM et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

SICAV EQUI-CONVERTIBLES

FR0000289860

Société de gestion : Equigest

Objectifs et politiques d'investissement :

L'objectif de la gestion consiste à surperformer l'indice Exane Convertible Index (ECI) Euro (coupons réinvestis).

La gestion de la SICAV est discrétionnaire. Elle va porter principalement sur des obligations convertibles européennes, mais également sur des obligations classiques. Au moins 75% de l'actif de la SICAV sont investis sur des obligations convertibles. Entre 20% et 30% de l'actif peuvent être investis au titre de diversification sur des obligations, des obligations à haut rendement ou des « preferred securities ». Dans cette poche de diversification, la part des obligations « corporate » ou preferred securities n'excède pas 20% de l'actif, celle des obligations à haut rendement (High Yield) reste inférieure à 10%.

La SICAV est gérée dans une fourchette de sensibilité au taux d'intérêt de 0 à 5.

De même, la SICAV pourra également être investie sur des actions dans la limite de 10% de son actif net. A l'intérieur de cette enveloppe, il est possible d'utiliser des options sur actions étant entendu que les positions ouvertes seront des positions acheteuses.

Les investissements sur des convertibles mixtes sont privilégiés tant que cela est possible, compte tenu des biais inhérents au marché des convertibles. Les convertibles dont le profil est devenu trop obligataire ou trop action sont vendues. Ces obligations sont, si possible, remplacées par des convertibles mixtes.

Le choix des sous-jacents actions (au sein de l'univers restreint des OC) relève d'une analyse fondamentale. Cette analyse intègre des critères de rentabilité, de croissance du chiffre d'affaire, de valorisation absolue et relative par rapport aux autres valeurs du secteur. Notre analyse va s'arrêter sur la qualité du management, la structure de bilan de la société ainsi que sur sa capacité à conserver une bonne rentabilité en cas de retournement cyclique.

Par souci de diversification, l'exposition action sur un sous-jacent action ne peut excéder 5% de l'actif de la SICAV.

Les paris sur la dette des entreprises sont le fruit d'une analyse crédit spécifique.

Les problématiques d'endettement de l'entreprise sont analysées et comparées à celles d'autres acteurs du même secteur. Ces choix vont se traduire par des

investissements sur des obligations convertibles à profil très obligataire, des obligations, des preferred securities ou des obligations à haut rendement.

Ces investissements de type obligataire permettent d'accroître considérablement le rendement global du portefeuille mais en contre-partie vont accroître la sensibilité au risque de crédit et de taux.

La SICAV n'a pas vocation à neutraliser certains risques : la sensibilité action demeure et représente l'intérêt de la gestion convertible.

La sensibilité au risque de variation de taux d'intérêt peut être neutralisée par la vente de futures de taux (contrats BUND, BOBL ou SCHATZ).

Le risque de change peut être neutralisé par des swaps de changes même si les fluctuations du Franc Suisse ou de la Livre Sterling face à l'Euro sont de faible amplitude.

Afin de gérer sa trésorerie, la SICAV pourra investir jusqu'à 10% de son actif en parts ou actions d'OPCVM et FIA.

La SICAV promeut des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) au sens de l'article 8 du Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit Règlement Disclosure).

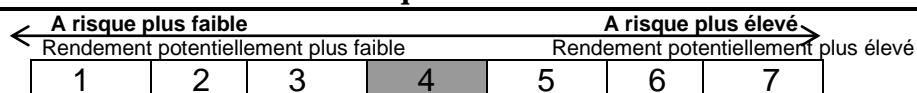
La SICAV est soumis à un risque en matière de durabilité tel que défini dans le profil des risques du prospectus.

Conditions de souscription et de rachat : la périodicité de calcul de la valeur liquidative est quotidienne. La valeur liquidative est calculée chaque jour de bourse ouvré à l'exception des jours fériés français et des jours de fermeture des marchés français (application du calendrier d'Euronext Paris SA). L'investisseur a la faculté d'obtenir le remboursement de ses parts sur demande, auprès du dépositaire, chaque jour de bourse ouvré avant 11h30.

La SICAV capitalise son résultat net et ses plus-values nettes réalisées.

Recommandation : la durée de placement recommandée de la SICAV est de 2 ans. Il pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport avant 2 ans.

Profil de risque et de rendement :



Le niveau de l'indicateur se base sur des simulations passées en matière de volatilité. Les données historiques telles que celles utilisées pour calculer l'indicateur synthétique peuvent ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur de l'OPCVM. La catégorie de risque et de rendement associée à ce fonds n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps. La catégorie la plus faible n'est synonyme d'investissement sans risque.

Pourquoi l'OPCVM est classé dans la catégorie [4] : le niveau de risque de cette SICAV reflète principalement son positionnement sur les marchés des obligations convertibles européennes et son investissement actions qui reste limité à 10% de son actif net.

- **Risque de crédit** : il représente le risque de dégradation de la qualité de signature d'un émetteur et/ou de défaillance d'un émetteur. L'investissement en obligations ayant une notation inférieure à BBB- entraîne une augmentation du risque du portefeuille.

- **Risque lié à impact des techniques financières IFT (Instruments Financiers à Terme)** : l'utilisation des instruments dérivés peut entraîner sur de courtes périodes des variations sensibles de la valeur liquidative, à la hausse comme à la baisse.

- **Risque de contrepartie** : il mesure les pertes encourues par une entité au titre de ses engagements vis-à-vis d'une contrepartie, en cas de défaillance de celle-ci ou de son incapacité à faire face à ses obligations contractuelles. Ainsi, le défaut de paiement d'une contrepartie pourra entraîner une baisse de la valeur liquidative ;

Frais :

Les frais courants ne comprennent pas : les commissions de surperformance et les frais d'intermédiation excepté dans le cas de frais d'entrée et/ou de sortie payés par l'OPCVM lorsqu'il achète ou vend des parts d'un autre véhicule de gestion collective. Les frais et commissions servent à couvrir les coûts d'exploitation de l'OPCVM, y compris les coûts de commercialisation et la distribution. Ces frais réduisent la croissance potentielle des investissements.

Frais ponctuels prélevés avant ou après investissement

Frais d'entrée	1%	Le pourcentage indiqué est le maximum pouvant être prélevé sur votre capital avant que celui-ci ne soit investi sur la valeur de souscription de la part du FCP au jour de l'exécution de l'ordre. Dans certains cas des frais inférieurs sont appliqués, l'investisseur peut obtenir de son conseil ou de son distributeur le montant effectif de frais d'entrée. Ils ne sont pas acquis à l'OPCVM.
Frais de sortie	1%	

Frais prélevés par l'OPCVM sur une année

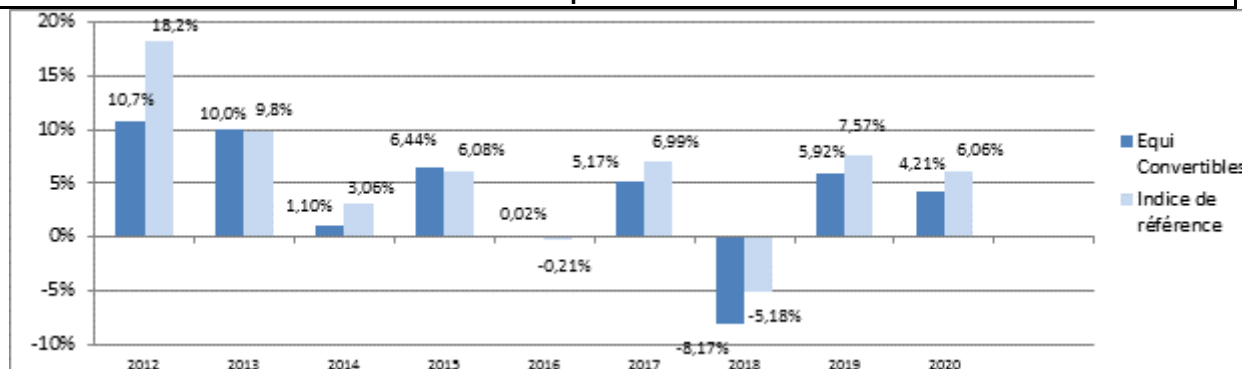
Frais courants	1,20%	Le pourcentage indiqué se fonde sur les frais de l'exercice précédent (frais de gestion fixe et commission de mouvement), clos en septembre 2021. Ces frais peuvent varier d'un exercice à l'autre.
----------------	-------	---

Frais prélevés par l'OPCVM dans certaines circonstances

Commission de performance	15% TTC l'an de la surperformance de l'actif net qui excédera la variation de l'indice ECI zone euro au cours de clôture.	Montant facturé au titre du dernier exercice : 0,00%
---------------------------	---	--

Pour plus d'information sur les frais, veuillez vous référer au prospectus de cet OPCVM, disponible sur le site internet www.equigest.fr

Performances passées :



Les performances présentées ne constituent pas une indication fiable des performances futures. La performance de l'OPCVM et de l'indicateur de référence est calculée coupons nets réinvestis. Le calcul des performances tient compte de l'ensemble des frais et commissions. Les éventuels frais d'entrée ou de sortie n'ont pas été inclus dans le calcul des performances passées. Les performances sont calculées en EUR. Equi-Convertible a été créé le 09/09/1999.

Informations pratiques :

Le dépositaire de l'OPCVM Société Générale Securities Services

Le prospectus de l'OPCVM, les derniers documents annuels et périodiques sont adressés sur simple demande écrite auprès d'Equigest – 153 rue du Faubourg Saint Honoré – 75008 Paris ainsi que sur le site internet : www.equigest.fr

La valeur liquidative est disponible auprès de la société de gestion ou du site internet : www.equigest.fr

Selon votre régime fiscal, les plus-values et revenus éventuels liés à la détention de parts de l'OPCVM peuvent être soumis à taxation. Nous vous conseillons de vous renseigner à ce sujet auprès du commercialisateur de l'OPCVM ou d'un conseiller fiscal.

La responsabilité d'Equigest ne peut être engagée que sur la base des déclarations contenues dans le présent document qui seraient trompeuses, inexactes ou non cohérentes avec les parties correspondantes du prospectus de l'OPCVM.

L'OPCVM peut être constitué d'autres types de parts. Vous pouvez trouver plus d'informations sur ces parts dans le prospectus complet de l'OPCVM ou sur le site internet : www.equigest.fr

La politique de rémunération de la société de gestion sera disponible sur le site www.equigest.fr

Cet OPCVM est agréé en France et réglementé par l'AMF. Equigest est agréée en France et réglementée par l'AMF. Les informations clés pour l'investisseur ici fournies sont exactes et à jour au 22/12/2021

OPCVM de droit français relevant de la Directive européenne 2009/65/CE

I - CARACTERISTIQUES GENERALES

I.1 – Forme de l’OPCVM

- **Dénomination** : EQUI-CONVERTIBLES
- **Forme juridique Etat membre dans lequel l’OPCVM a été constitué** : SICAV de droit français
- **Date de création et durée d’existence prévue** : Cet OPCVM a été créé le 9 septembre 1999 pour une durée de 99 ans.
- **Synthèse de l’offre de gestion** :

Code ISIN	Distribution des revenus	Devise de libellé	Souscripteurs concernés	Montant minimum de la 1 ^{ère} souscription	V.L d’origine	Souscription ultérieure minimale
FR0000289860	Capitalisation	Euro	Tous souscripteurs	1 000,00 €	1 000,00 €	1 action

- **Indication du lieu où l’on peut se procurer le dernier rapport annuel et le dernier état périodique** : les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai d’une semaine sur simple demande écrite du porteur auprès de :
EQUIGEST – 153 rue du Faubourg Saint Honoré – 75008 PARIS
Des explications supplémentaires peuvent être obtenues si nécessaires auprès de Equigest, Secrétariat Général, téléphone : 01 43 12 61 28.

I.2 – Les Acteurs

- **Société de gestion** :
 - Dénomination ou raison sociale : EQUIGEST
 - Forme juridique : Société anonyme ayant pour activité la gestion de portefeuille pour compte de titres, agréée par la COB sous le numéro GP 99-20 en date du 3août 1999.
 - Siège social : 153 rue du Faubourg Saint Honoré – 75008 PARIS.
- **Dépositaire et conservateur** :

Identité du Dépositaire de l’OPCVM

Le Dépositaire de l’OPCVM Société Générale S.A., agissant par l’intermédiaire de son département « Securities Services » (le « **Dépositaire** »). Société Générale, dont le siège social est situé au 29, boulevard Haussmann à Paris (75009), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de

Paris sous le numéro 552 120 222, est un établissement agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) et soumis au contrôle de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Description des responsabilités du Dépositaire et des conflits d'intérêts potentiels

Le Dépositaire exerce trois types de responsabilités, respectivement le contrôle de la régularité des décisions de la société de gestion, le suivi des flux espèces de l'OPCVM et la garde des actifs de l'OPCVM.

L'objectif premier du Dépositaire est de protéger l'intérêt des porteurs / investisseurs de l'OPCVM.

Des conflits d'intérêts potentiels peuvent être identifiés notamment dans le cas où la Société de Gestion entretient par ailleurs des relations commerciales avec Société Générale en parallèle de sa désignation en tant que Dépositaire (ce qui peut être le cas lorsque Société Générale calcule, par délégation de la Société de gestion, la valeur liquidative des OPCVM dont Société Générale est le Dépositaire ou lorsqu'un lien de groupe existe entre la Société de gestion et le Dépositaire).

Afin de gérer ces situations, le Dépositaire a mis en place et met à jour une politique de gestion des conflits d'intérêts ayant pour objectif :

- L'identification et l'analyse des situations de conflits d'intérêts potentiels
- L'enregistrement, la gestion et le suivi des situations de conflits d'intérêts en :
 - (i) Se basant sur les mesures permanentes en place afin de gérer les conflits d'intérêts comme la ségrégation des tâches, la séparation des lignes hiérarchiques et fonctionnelles, le suivi des listes d'initiés internes, des environnements informatiques dédiés ;
 - (ii) Mettant en œuvre au cas par cas :
 - (a) des mesures préventives et appropriées comme la création de liste de suivi ad hoc, de nouvelles murailles de Chine ou en vérifiant que les opérations sont traitées de manière appropriée et/ou en informant les clients concernés
 - (b) ou en refusant de gérer des activités pouvant donner lieu à des conflits d'intérêts.

Description des éventuelles fonctions de garde déléguées par le Dépositaire, liste des délégataires et sous-délégataires et identification des conflits d'intérêts susceptibles de résulter d'une telle délégation

Le Dépositaire est responsable de la garde des actifs (telle que définie à l'article 22.5 de la Directive 2009/65/CE modifiée par la Directive 2014/91/UE). Afin d'offrir les services liés à la conservation d'actifs dans un grand nombre de pays et de permettre aux OPCVM de réaliser leurs objectifs d'investissement, le Dépositaire a désigné des sous-conservateurs dans les pays où le Dépositaire n'aurait pas directement une présence locale. Ces entités sont listées http://www.securitiesservices.societegenerale.com/uploads/tx_bisgnews/Global_list_of_sub_custodians_for_SG_SS_2016_05.pdf.

En conformité avec l'article 22 bis 2. de la Directive UCITS V, le processus de désignation et de supervision des sous-conservateurs suit les plus hauts standards de qualité, incluant la gestion des conflits d'intérêt potentiels qui pourraient survenir à l'occasion de ces désignations. Le Dépositaire a établi une politique efficace d'identification, de prévention et de gestion des conflits d'intérêts en conformité avec la réglementation nationale et internationale ainsi qu'aux standards internationaux.

La délégation des fonctions de garde du Dépositaire est susceptible d'entraîner des conflits d'intérêts. Ces derniers ont été identifiés et sont contrôlés. La politique mise en œuvre au sein du Dépositaire consiste en un dispositif qui permet de prévenir la survenance de situations de conflits d'intérêts et d'exercer ses activités d'une façon qui garantit que le Dépositaire agit toujours au mieux des intérêts des OPCVM. Les mesures de prévention consistent en particulier à assurer la confidentialité des informations échangées, à séparer physiquement les principales activités susceptibles d'entrer en conflit d'intérêts, à identifier et classer rémunérations et avantages monétaires et non-monétaires et à mettre en place des dispositifs et politiques en matière de cadeaux et d'évènements.

Les informations à jour relatives aux points précédents seront adressées à l'investisseur sur demande.

● **Commissaire aux comptes :**

- KPMG Audit – 1, cours Valmy – 92923 Paris La Défense Cedex
représenté par Mme Isabelle GOALEC

● **Commercialisateurs :**

- Dénomination ou raison sociale : EQUIGEST
- Forme juridique : Société anonyme ayant pour activité la gestion de portefeuille pour compte de titres, agréée par la COB sous le numéro
- Siège social : 153 rue du Faubourg Saint Honoré – 75008 Paris

● **Délégués:**

- **Gestionnaire comptable :**
- Dénomination ou raison sociale : Société Générale Securities Services Net Asset Value
- Forme juridique : Société anonyme
- Siège social : 10, passage de l'Arche – 92034 Paris – la Défense Cedex

● **Conseillers:** Néant

● **Centralisateur des ordres de souscription et rachat sur délégation de la société de gestion :**

- SOCIETE GENERALE - Etablissement de crédit créé le 8 mai 1864 par décret d'autorisation signé par Napoléon III – 29 boulevard Haussmann – 75009 Paris

Adresse postale de la fonction de centralisation des ordres de souscription/rachat et tenue des registres : 32 rue du Champ-de-tir – 44000 Nantes.

II – MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION

II.1 – Caractéristiques générales

● **Caractéristiques des actions:**

- Code ISIN : FR0000289860
- Nature du droit attaché à la catégorie d'actions : Chaque porteur d'actions dispose d'un droit de copropriété sur les actifs de l'OPCVM proportionnel au nombre d'actions possédées.
- Droits de vote : chaque action donne droit à un droit de vote simple lors des assemblées générales de la SICAV.
- Forme des actions : les actions sont soit des titres porteurs soit des titres en nominatif inscrits en compte chez l'émetteur ou chez un intermédiaire financier choisi par l'actionnaire.

● **Date de clôture de l'exercice:** Dernier jour de bourse de Paris du mois de septembre.

● **Date de clôture du 1^{er} exercice:** 30 septembre 2000.

● **Indications sur le régime fiscal:** La SICAV n'est pas assujettie à l'impôt sur les sociétés. Le régime fiscal applicable aux sommes distribués par la SICAV ou aux plus ou moins values latentes ou réalisées par la SICAV dépend des dispositions fiscales applicables à la situation particulière de l'investisseur et/ou de la juridiction d'investissement des fonds.

Si l'investisseur a un doute sur sa situation fiscale, il est conseillé de s'adresser à un conseiller fiscal.

II.2 – Dispositions particulières :

- Code ISIN : FR0000289860

◆ **Classification :**

Néant

◆ **Objectif de gestion :**

L'objectif de la gestion consiste à surperformer l'indice Exane Convertible Index (ECI) Euro.

Equigest souhaite promouvoir la prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans sa gestion. Ces critères sont intégrés dès l'analyse préalable qu'il fait des sociétés dans lesquelles le fonds pourrait investir.

◆ **Indicateur de référence :** Exane Convertible Index (ECI) Euro.

L'indice de référence d'Exane est constitué d'un échantillon représentatif d'obligations convertibles européennes (coupons réinvestis) dont les pondérations respectives sont fonction de l'encours de chaque émission. Cet indice est uniquement composé de convertibles libellés en Euro.

Information concernant l'indicateur de référence utilisé par la SICAV effectuée en conformité avec les dispositions du Règlement UE 2016/1011.

A la date de la dernière mise à jour du présent prospectus, l'administrateur de l'indice de référence n'est pas encore inscrit sur le registre d'administrateurs et d'indices de référence tenu par l'ESMA.

L'indice de référence n'intègre pas de critères ESG dans sa définition.

◆ **Stratégie d'investissement :**

1. Stratégie utilisée pour atteindre l'objectif de gestion :

La gestion de la sicav Equi-convertibles va se focaliser à la fois sur des paris sur les sous-jacents actions et sur des positionnements crédit pour délivrer de la sur-performance par rapport à son benchmark.

La gestion de la SICAV est discrétionnaire. Elle va porter principalement sur des obligations convertibles européennes mais également sur des obligations classiques. Au moins 75% de l'actif de la SICAV sont investis sur des obligations convertibles. Entre 20% et 30% de l'actif peuvent être investis au titre de diversification sur des obligations d'entreprise (« corporate »), des obligations à haut rendement ou des « preferred securities ». Dans cette poche de diversification, la part des obligations « corporate » ou preferred securities n'excède pas 20% de l'actif, celle des obligations à haut rendement (High Yield) reste inférieure à 10%.

La SICAV est gérée dans une fourchette de sensibilité au taux d'intérêt de 0 à 5.

De même, la SICAV pourra également être investie sur des actions dans la limite de 10% de son actif net. A l'intérieur de cette enveloppe, il est possible d'utiliser des options sur actions étant entendu que les positions ouvertes seront des positions acheteuses.

Compte tenu du poids des obligations convertibles dans la SICAV, il convient de revenir rapidement sur les principales caractéristiques d'une OC (obligation convertible).

Le prix d'une OC est sensible à plusieurs paramètres : la valeur du sous-jacent action, le spread de crédit de l'émetteur, la volatilité implicite de l'option de conversion, le taux d'intérêt sans risque.

Une OC peut avoir différents profils selon la valeur de son sous-jacent action :

- un profil quasi-obligataire : le prix de l'OC varie peu avec celui du sous-jacent, l'OC se comporte presque comme une obligation à taux fixe.
- un profil mixte : c'est le profil le plus intéressant d'un point de vue technique car la convexité du produit est optimale (protection à la baisse et meilleure participation à la hausse).
- un profil quasi-action : la protection en cas de baisse du sous-jacent action est faible, ces convertibles s'apparentent à des actions à faible delta.

De tous ces paramètres, c'est essentiellement sur des choix concernant les sous-jacents actions et des expositions sur le crédit de certains émetteurs que la SICAV va pouvoir délivrer de la sur-performance. Les investissements sur des convertibles mixtes sont privilégiés tant que cela est possible compte tenu des biais inhérents au marché des convertibles. Les convertibles dont le profil est devenu trop obligataire ou trop action sont vendues. Ces obligations sont si possible remplacées par des convertibles mixtes.

Le choix des sous-jacents actions (au sein de l'univers restreint des OC) relève d'une analyse fondamentale. Cette analyse intègre des critères de rentabilité, de croissance du chiffre d'affaire, de valorisation absolue et relative par rapport aux autres valeurs du secteur. Notre analyse va s'arrêter sur la qualité du management, la structure de bilan de la société ainsi que sur sa capacité à conserver une bonne profitabilité en cas de retournement cyclique.

Par souci de diversification, l'exposition action sur un sous-jacent action ne peut excéder 5% de l'actif de la SICAV.

Les paris sur la dette des entreprises sont le fruit d'une analyse crédit spécifique.

Les problématiques d'endettement de l'entreprise sont analysées et comparées à celles d'autres acteurs du même secteur. Ces choix vont se traduire par des investissements sur des obligations convertibles à profil très obligataire, des obligations, des preferred securities ou des obligations à haut rendement.

Ces investissements de type obligataire permettent d'accroître considérablement le rendement global du portefeuille mais en contre-partie vont accroître la sensibilité au risque de crédit et de taux.

La SICAV n'a pas vocation à neutraliser certains risques :

La sensibilité action demeure et représente l'intérêt de la gestion convertible.

La sensibilité au risque de variation de taux d'intérêt peut être neutralisée par la vente de futures de taux (contrats BUND, BOBL ou SCHATZ).

Le risque de change peut être neutralisé par des swaps de changes même si les fluctuations du Franc Suisse ou de la Livre Sterling face à l'Euro sont de faible amplitude.

Afin de gérer sa trésorerie, la SICAV pourra investir jusqu'à 10% de son actif dans des parts ou actions d'OPCVM et FIA.

Dans le cadre de son fonctionnement normal, la SICAV peut se trouver ponctuellement en position débitrice et avoir recours dans ce cas à l'emprunt d'espèces, dans la limite de 10% de son actif net.

Afin de réaliser son objectif de gestion, la SICAV pourra effectuer des prises et mises en pension.

Le process de gestion de la SICAV respecte la politique d'investissement responsable d'Equigest. Il applique d'une part une politique d'exclusions ciblées sur certains secteurs d'activité et une sélection de titres en évitant ceux émis par des groupes présentant des risques extra-financiers importants (le détail de cette politique d'investissement responsable est disponible sur le site www.equigest.fr)

La SICAV est soumise à un risque en matière de durabilité tel que défini dans le profil de risque.

2. Principales catégories d'actifs utilisés (hors dérivés intégrés) :

● Actions : Oui, dans la limite de 10% de l'actif net.

● Titres de créances et instruments du marché monétaire :

Au moins 75% de l'actif de la SICAV sont investis sur des obligations convertibles européennes.

La SICAV pourra également détenir hors obligations convertibles :

- des obligations d'émetteurs publics ou privés européennes,
- des obligations synthétiques, dans la limite de 25% de l'actif de la SICAV,
- des preferred securities ou obligations corporates européennes, dans la limite de 20% de l'actif de la SICAV,
- des obligations à haut rendement européennes, dans la limite de 10% de l'actif de la SICAV.

● Actions ou parts d'autres OPCVM ou FIA :

La SICAV pourra investir jusqu'à 10% de son actif en parts ou actions d'OPCVM suivants :

- OPCVM européens dont français
- FIA français ou étrangers répondant aux 4 critères définis par l'article R 214-13 du COMOFI
- OPCVM ou FIA français gérés par Equigest

3. Instruments dérivés :

Dans la limite d'une fois l'actif, le gestionnaire pourra investir sur les instruments de dérivés suivants :

- Nature des marchés d'intervention :

- réglementés ;
- organisés ;
- de gré à gré.

- Risques sur lesquels le gérant désire intervenir :

- action ;
- taux ;
- change ;
- crédit ;
- autres risques.

- Nature des interventions, l'ensemble des opérations devant être limitées à la réalisation de l'objectif de gestion :

- couverture ;
- exposition ;
- arbitrage ;
- autre nature.

- Nature des instruments utilisés :

- futures ;
- options ;
- change à terme ;

- swaps ;
- dérivés de crédit ;
- autre nature.

4. Titres intégrant des dérivés:

Obligations convertibles

5. Dépôts :

La SICAV n'effectuera pas de dépôts.

6. Emprunts d'espèces :

Dans le cadre de son fonctionnement normal, la SICAV peut se trouver ponctuellement en position débitrice et avoir recours dans ce cas à l'emprunt d'espèces, dans la limite de 10% de son actif net.

7. Opérations d'acquisition et de cession temporaire de titres :

Dans les limites fixées par la réglementation et afin de réaliser l'objectif de gestion, la SICAV pourra effectuer les opérations suivantes :

- prises et mises en pension par référence au code monétaire et financier ;
- prêts et emprunts de titres par référence au code monétaire et financier ;

- **Informations relatives aux garanties financières de l'OPCVM :**

Dans le cadre des opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres, l'OPCVM peut recevoir à titre de collatéral des titres ou du collatéral espèces.

Le collatéral espèces reçu est réinvesti conformément aux règles applicables. L'ensemble de ces actifs devra être émis par des émetteurs de haute qualité, liquides, peu volatils, diversifiés et qui ne sont pas une entité de la contrepartie ou de son groupe.

Les décotes appliquées au collatéral reçu prennent en compte notamment la qualité de crédit, la volatilité des prix des titres ainsi que le résultat des simulations de crises réalisées.

◆ **Profil de risque :**

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

- Risque de baisse lié au sous-jacent : l'OPCVM étant principalement investi en obligations convertibles, une baisse des sous-jacents va entraîner une baisse de la valeur liquidative. De même, si les actions détenues en direct baissent, la valeur liquidative du portefeuille baissera.
- Risque de crédit : Il s'agit du risque de baisse des titres émis par un émetteur, ou de défaut de ce dernier. La valeur des titres de créance dans lesquels est investi la SICAV peut baisser entraînant une baisse de la valeur liquidative. Ce risque sera d'autant plus important que la SICAV pourra investir dans des titres preferred securities à titre accessoire et dans titres à haut rendement présentant des caractères spéculatifs.

- Risque de taux d'intérêt : Cette exposition se traduit pour la SICAV par une fourchette de sensibilité de 0 à 5. La sensibilité mesure la répercussion que peut avoir sur la valeur liquidative de l'OPCVM une variation de 1% des taux d'intérêt. Une sensibilité de 5 se traduit ainsi, pour une hausse de 1% des taux, par une baisse de 5% de la valeur liquidative de l'OPCVM.
- Risques liés aux investissements en obligations convertibles : La valeur des obligations convertibles dépend de plusieurs facteurs : niveau de taux d'intérêt, évolution du prix des actions sous-jacentes, évolution du prix du dérivé intégré dans l'obligation convertible. Ces différents éléments peuvent entraîner une baisse de la valeur liquidative du FCP.
- Risque de baisse lié à la volatilité implicite des obligations convertibles : la baisse des volatilités implicites des obligations convertibles entraîne une baisse de la valeur liquidative de l'OPCVM.
- Risque de perte en capital : L'investisseur est averti que son capital n'est pas garanti et peut donc ne pas lui être restitué.
- Risque de gestion discrétionnaire: Le style de gestion discrétionnaire repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés (actions, obligations). Il existe un risque que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.
- Risque de change : Il s'agit du risque de baisse des devises par rapport à la devise de référence de la SICAV, l'euro. En cas de baisse d'une devise par rapport à l'euro, la valeur liquidative du fonds pourra baisser.
- Risque lié à l'utilisation des instruments dérivés : L'utilisation des instruments dérivés peut entraîner à la baisse sur de courtes périodes des variations sensibles de la valeur liquidative en cas d'exposition dans un sens contraire à l'évolution des marchés.
- Risque de contrepartie: La SICAV utilise des instruments financiers à terme, de gré à gré, et/ou a recours à des opérations d'acquisitions et de cessions temporaires de titres. Ces opérations conclues avec une ou plusieurs contreparties éligibles, exposent potentiellement la SICAV à un risque de défaillance de l'une de ces contreparties pouvant la conduire à un défaut de paiement.
La réalisation de ce risque peut entraîner une baisse de la valeur liquidative de la SICAV.
- Risque de Haut Rendement («High Yield»): Il s'agit du risque de crédit s'appliquant aux titres dits « Spéculatifs» qui présentent des probabilités de défaut plus élevées que celles des titres de la catégorie « Investment Grade ». Ils offrent en compensation des niveaux de rendement plus élevés mais peuvent, en cas de dégradation, diminuer significativement la valeur liquidative de l'OPCVM. Les titres non notés qui seront sélectionnés rentreront majoritairement de la même manière dans cette catégorie et pourront présenter des risques équivalents ou supérieurs du fait de leur caractère non noté.
- Risque actions: Les variations du marché actions peuvent entraîner des variations importantes de l'actif net de la SICAV pouvant avoir un impact négatif sur l'évolution de sa valeur liquidative.
- Risque en matière de durabilité : il s'agit du risque lié à un évènement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une

incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement. La valeur des investissements tant de taux qu'actions pourra baisser si un de ces événements se réalise

◆ **Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type :**

Tous souscripteurs.

La SICAV s'adresse à une clientèle qui souhaite bénéficier de la performance des obligations convertibles.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans cette SICAV dépend de la situation personnelle de l'investisseur. Pour le déterminer, il doit tenir compte de son patrimoine personnel, de ses besoins actuels et de la durée recommandée de placement mais également de son souhait de prendre des risques ou au contraire de privilégier un investissement prudent. Il est également fortement recommandé de diversifier suffisamment ses investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques de la SICAV.

La SICAV pourra servir de support à des contrats d'assurance-vie en unités de compte.

◆ **Durée de placement recommandée :**

Supérieure à deux ans.

◆ **Modalités de détermination et d'affectation des revenus :**

- Résultat net : La SICAV capitalise son résultat net.
- Plus-values nettes réalisées : La SICAV capitalise ses plus-values nettes réalisées.

◆ **Caractéristiques des actions :**

La devise des actions est l'Euro (€).

◆ **Modalités de souscription et de rachat :**

Les souscriptions et les rachats sont centralisés chez le dépositaire, Société Générale – 32, rue du Champ de Tir – 44000 Nantes, tous les jours jusqu'à 11 heures 30 (heure de Paris) et exécutés sur la base de la valeur liquidative de ce même jour. Les règlements afférents aux souscriptions et rachats interviennent en J+2.

La valeur liquidative est calculée chaque jour à l'exception des jours fériés français et des jours de fermeture des marchés français (application du calendrier d'Euronext Paris SA).

Lieu et modalités de publication ou de communication de la valeur liquidative : la valeur liquidative de la SICAV est disponible dans les locaux de la société de gestion, sur internet (le site www.equigest.fr notamment).

Valeur liquidative d'origine : 1 000€

Montant minimum de souscription initiale : 1 000€

Montant minimum de souscription ultérieure : 1 action

◆ **Frais et commissions :**

Les frais de fonctionnement et de gestion sont directement imputés au compte de résultat de l'OPCVM lors du calcul de chaque valeur liquidative.

Les coûts juridiques exceptionnels liés aux recouvrements éventuels de créances sont hors champ des blocs de frais évoqués ci-dessous

Commission de souscription et de rachat :

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises à l'OPCVM servent à compenser les frais supportés par l'OPCVM pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent à la société de gestion, au commercialisateur, etc.

Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats	Assiette	Taux barème
Commission de souscription non acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	1,00%
Commission de souscription acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	0,00%
Commission de rachat non acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	1,00%
Commission de rachat acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre de parts	0,00%

Frais de fonctionnement et de gestion

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transactions incluent les frais d'intermédiation (courtages, impôts de bourse, etc...) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de surperformance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que l'OPCVM a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées à l'OPCVM ;
- des commissions de mouvement facturées à l'OPCVM ;
- des coûts liés aux opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres.

Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPCVM, se reporter à la partie frais du DICI.

	Frais facturés à l'OPCVM	Assiette	Taux / barème
1	Frais de gestion financière et frais administratifs externes à la société de gestion	Actif net	1,20% TTC Taux maximum
2	Frais indirects maximum (commissions et frais de gestion)	Actif net	(*)
3	Commissions de mouvement Société de gestion : Dépositaire (1) :	Prélèvement sur chaque transaction	Néant De 0 à 100 € TTC
4	Commission de surperformance	Actif net	15% TTC l'an de la surperformance de l'actif

		<p>net qui excédera la variation de l'indice ECI zone euro au cours de clôture.</p> <p>En cas de sousperformance, il y aura une reprise de provisions à hauteur des dotations.</p> <p>Ces frais sont ajustés à chaque calcul de la valeur liquidative et sont prélevés à la clôture de l'exercice de la SICAV.</p>
--	--	--

(*) La SICAV peut investir jusqu'à 10% de son actif dans d'autres OPC.

(1) Pour l'exercice de sa mission, le dépositaire agissant en sa qualité de conservateur de l'OPCVM pratique une tarification fixe ou forfaitaire par opération selon la nature des titres, des marchés et des instruments financiers traités.

Toute facturation supplémentaire payée à un intermédiaire est répercutée en totalité à l'OPCVM et est comptabilisée en frais de transaction en sus des commissions prélevées par le dépositaire.

Modalités de calcul de la commission de surperformance :

Des frais de gestion variables seront prélevés au profit de la société de gestion selon les modalités détaillées ci-dessous.

Période de cristallisation de la commission de surperformance

La période de cristallisation, à savoir la fréquence à laquelle la commission de surperformance provisionnée le cas échéant, doit être payée à la société de gestion est de douze mois.

Elle s'étend du 1er octobre au 30 septembre. Exceptionnellement, la première période s'étendra de la date d'initiation du fonds à la date de clôture de l'exercice suivant.

Période de référence de la performance

La période de référence de la performance est la période au cours de laquelle la performance est mesurée et comparée à celle de l'indicateur de référence et à l'issue de laquelle il est possible de réinitialiser le mécanisme de compensation de la sous-performance (ou performance négative) passée. Cette période est fixée à 5 ans.

Indicateur de référence

ECI zone Euro au cours de clôture.

Méthode de calcul

La commission de surperformance est provisionnée à chaque valeur liquidative.

La provision de commission de surperformance est ajustée à l'occasion de chaque calcul de la valeur liquidative, sur la base de 15% TTC de la surperformance de l'OPC par rapport à l'Indicateur de Référence.

Dans le cas d'une sous-performance de l'OPC par rapport à l'Indicateur de Référence, cette provision est réajustée par le biais de reprises sur provisions. Les reprises de provisions sont plafonnées à hauteur des dotations existantes.

La méthodologie appliquée pour le calcul de la commission de surperformance s'appuie sur la méthode de calcul de « l'actif fictif » qui permet de simuler un actif fictif subissant les mêmes conditions de souscriptions et rachats que l'OPC original, incrémenté de la performance de l'Indicateur de Référence. Cet actif fictif est ensuite comparé à la performance de l'actif réel de l'OPC. La différence entre les deux actifs donne donc la surperformance de l'OPC par rapport à son Indicateur de Référence.

Prélèvement de la commission de surperformance et période de rattrapage

En cas de surperformance de l'OPC à l'issue de la période de cristallisation et indépendamment du niveau absolu (positif ou non) de la performance de l'OPCVM, la société de gestion perçoit les commissions provisionnées et une nouvelle période de cristallisation démarre.

En cas de sous-performance de l'OPC par rapport à son indice de référence à l'issue de la période de cristallisation aucune commission n'est perçue et la période de cristallisation initiale est allongée de 12 mois (période de rattrapage) afin que cette sous-performance soit compensée avant que des commissions de surperformance ne deviennent exigibles à nouveau. La période d'observation initiale peut ainsi être allongée jusqu'à 5 ans (période de référence).

En cas de rachat de parts, s'il y a une provision pour commission de surperformance, la partie proportionnelle aux parts remboursées est versée à la société de gestion.

Exemple

Exemple de calcul de la commission de surperformance, indépendamment de la part considérée :

Exemple de calcul de la commission de surperformance												
	1er Exercice	2e Exercice	3e Exercice	4e Exercice	5e Exercice	6e Exercice	7e Exercice	8e Exercice	9e Exercice	10e Exercice	11e Exercice	12e Exercice
Performance nette des frais de gestions courants de la part OPCVM	4%	3%	2%	2%	-2%	2%	0%	2%	4%	-3%	1%	5%
Seuil de performance à dépasser	3%	4%	-1%	4%	-3%	0%	5%	1%	2%	-1%	0%	2%
Surperformance sur l'exercice	1%	-1%	3%	-2%	1%	2%	-5%	1%	2%	-2%	1%	3%
Durée de la période de référence	1	1	2	1	2	3	1	2	3	4	5	3
Surperformance sur la période de référence	1%	-1%	2%	-2%	-1%	1%	-5%	-4%	-2%	-4%	-3%	2%
Sous-performance accumulée à compenser l'année suivante	0%	-1%	0%	-2%	-1%	0%	-5%	-4%	-2%	-4%	-1%	0%
Commission de surperformance payée	0,15%	0,00%	0,30%	0,00%	0,00%	0,15%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,30%

Calculs simplifiés aux fins d'illustration de la méthode

Cas simple du paiement de la commission sur une période de référence d'une année

Au premier exercice, la surperformance d'1% permet de payer 0,15% de commission de surperformance.

Cas du paiement de la commission l'année suivant une sous-performance

Au deuxième exercice la sous-performance de -1% vient augmenter la provision de sous-performance de -1%. Cette sous-performance provisionnée est compensée en année trois par 3% de surperformance qui déclenchent le paiement de la commission de surperformance sur 2% après déduction des 1% provisionnés. Les sous-performances accumulées à compenser sont alors portées à 0%.

Cas d'une période de référence du calcul de la performance de trois ans

Au cinquième exercice, la sous-performance provisionnée en début d'exercice de -2% n'est pas totalement compensée par la surperformance de 1% réalisée sur l'année. La provision de sous-performance accumulée est alors portée à -1% sans qu'une commission de surperformance ne soit payée. Au sixième exercice, la surperformance de 2% compense les -1% provisionnés précédemment et permet une surperformance sur une période de 3 ans de 1% ce qui permet le paiement d'une commission de surperformance de 0,15%.

Cas pratique d'une sous performance non compensée sur une période de référence de cinq ans

Au onzième exercice, la sous-performance creusée en année sept n'a jamais été compensée : la surperformance calculée sur 5 ans s'élève à -3% et ne permet pas le paiement d'une commission de surperformance. Au douzième exercice, la sous-performance de l'année sept n'est plus prise en compte car la durée de la période de référence pour le calcul de la surperformance est limitée à 5 ans. Le calcul se fait ici sur une période de 3 ans avec une sous performance accumulée à compenser en début d'exercice de -1% (-2% en année dix et 1% en année onze). Cette dernière est compensée en année douze grâce à une surperformance de 3% sur l'exercice qui permet une surperformance de 2% sur 3 ans et donc le paiement d'une commission de surperformance.

Procédure de choix des intermédiaires :

En ce qui concerne les actions, les intermédiaires financiers sont sélectionnés par la société de gestion dans le respect des principes de “ best execution”, ils sont choisis par les gérants de manière objective et documentée et approuvés collégalement par l’ensemble de la gestion et de la direction. Cette sélection est faite sous le contrôle du comité d’audit de la société.

Les intermédiaires font l’objet d’une grille d’évaluation spécifique

En ce qui concerne les obligations, le gérant recherche auprès de plusieurs établissements le meilleur prix.

III – INFORMATIONS D’ORDRE COMMERCIAL

La distribution de la SICAV est effectuée par la société EQUIGEST – 153 rue du Faubourg Saint Honoré – 75008 Paris.

La diffusion de l’information est faite par la société EQUIGEST – 153 rue du Faubourg Saint Honoré – 75008 Paris.

Les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai d’une semaine sur simple demande écrite du porteur auprès de :

EQUIGEST – 153 rue du Faubourg Saint Honoré – 75008 Paris

Le prospectus est disponible sur le site : www.equigest.fr

Lieu et mode de publication de la valeur liquidative : EQUIGEST – 153 rue du Faubourg Saint Honoré – 75008 Paris.

Toutes les demandes de souscriptions et de rachats sur la SICAV sont centralisées auprès de la Société Générale.

Les actionnaires de la SICAV peuvent obtenir sur le site internet de la société de gestion des informations complémentaires relatives à la prise en compte dans la politique d’investissement de la SICAV Equi-Convertibles des critères environnementaux, sociaux et de qualité de la gouvernance.

IV – REGLES D’INVESTISSEMENT

La SICAV respecte les règles d’investissement décrites aux articles R.214-2 et suivants du Code Monétaire et Financier (partie réglementaire).

V – RISQUE GLOBAL

Méthode du calcul du risque global du portefeuille : la méthode de calcul de l’engagement sera utilisée pour la SICAV. Cette méthode intègre l’ensemble des instruments financiers à terme.

VI – REGLES D’EVALUATION ET DE COMPTABILISATION DES ACTIFS

EQUIGEST a confié les prestations de valorisation relatives au portefeuille géré à Société Générale Securities Services Net Asset Value. EQUIGEST reste responsable de la bonne valorisation des instruments financiers.

La SICAV est valorisée en cours de clôture.

La devise de valorisation de l’OPCVM est l’Euro.

La SICAV s'est conformée aux règles et méthodes comptables prescrites par la réglementation en vigueur, et notamment au plan comptable des OPCVM.

Pour la détermination des valeurs liquidatives, le portefeuille est évalué selon les règles suivantes :

- **Les actions** : elles sont valorisées au cours de clôture.
- **Les obligations** : les obligations convertibles, classiques et à haut rendement (high yield) sont valorisées sur la base de moyennes de prix contribués.
- **Les parts ou actions d'OPCVM** sont évalués à la dernière valeur liquidative connue.
- **Les titres de créances négociables et assimilés** sont évalués :
Les titres de créances négociables dont la durée de vie est inférieure à 3 mois sont valorisés au taux de négociation d'achat. Un amortissement de la décote ou de la surcote est pratiqué de façon linéaire sur la durée de vie du TCN. Les titres de créances négociables dont la durée de vie est supérieure à 3 mois sont valorisés au taux de marché, sauf ceux qui sont couverts par des swaps.
- **Les acquisitions et cessions temporaires de titres** :
Les titres pris ou mis en pension sont valorisés selon les conditions du contrat d'origine.
Les titres empruntés sont évalués à leur valeur de marché. La créance ou la dette représentative des titres prêtés ou empruntés est également évaluée à la valeur de marché des titres.
- **Les opérations à terme fermes et conditionnelles** sont évaluées au dernier cours de compensation connu. Les options sont évaluées selon la même méthode que leur valeur support : dernier cours pour les valeurs françaises, cours de leur marché d'origine convertis en euro pour les valeurs étrangères non cotées sur un marché français. Les opérations d'échange de taux sont valorisées au prix de marché.
- **Méthode d'évaluation des engagements hors-bilan** :
Les positions prises sur les marchés à terme fermes ou conditionnels sont valorisées à leur prix de marché ou à leur équivalent sous-jacent.
- **Change à terme de devises** : les contrats de change à terme sont évalués selon le principe de l'amortissement linéaire de départ et report.
- **Méthode de comptabilisation** :
Les revenus sont comptabilisés selon la méthode du coupon encaissé.
Les entrées en portefeuille sont comptabilisées à leur prix d'acquisition, frais exclus, et les sorties à leur prix de cession, frais exclus.

VII – REMUNERATION

La politique de rémunération de la société de gestion est compatible avec une gestion saine et efficace des risques et n'encourage pas une prise de risque qui serait incompatible avec les profils de risque, le règlement ou les documents constitutifs des OPC que la société de gestion gère.

Les détails de la politique de rémunération sont disponibles sur le site internet : www.equigest.fr. Une copie manuscrite de cette politique de rémunération est disponible gratuitement sur demande.

Date de dernière mise à jour du prospectus : 22/12/2021

EQUI-CONVERTIBLES

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE
au capital initial de 13.202.000 euros
153 rue du Faubourg Saint Honoré - 75008 PARIS
R.C.S. PARIS B 424.223.436

S T A T U T S

Statuts modifiés lors du conseil d'administration du 21 septembre 2011

TITRE I

FORME - OBJET - DÉNOMINATION - SIÈGE SOCIAL - DURÉE DE LA SOCIÉTÉ

Article 1 - Forme

Il est formé entre les détenteurs d'actions ci-après créées et de celles qui le seront ultérieurement une Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV) régie notamment par les dispositions du Code de Commerce relatives aux sociétés commerciales (Livre II – Titre II – Chapitre V et VI), du Code monétaire et financier (Livre II – Titre I – Chapitre IV – section I - -sous-section I), leurs textes d'application, les textes subséquents et par les présents statuts.

Article 2 - Objet

Cette société a pour objet la constitution et la gestion d'un portefeuille d'instruments financiers et de dépôts.

Article 3 - Dénomination

La Société a pour dénomination : EQUI-CONVERTIBLES suivie de la mention "Société d'Investissement à Capital Variable" accompagnée ou non du terme "SICAV".

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé au 153 rue du Faubourg Saint Honoré - 75008 PARIS.

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe par une simple décision du conseil d'administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Article 5 - Durée

La durée de la société est de 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

TITRE II

CAPITAL - VARIATIONS DU CAPITAL - CARACTÉRISTIQUES DES ACTIONS

Article 6 - Capital social

Le capital initial s'élève à la somme de 13.202.000 euros divisé en 13.202 actions de 1000 euros chacune entièrement libérées.

Il a été constitué par 13.202.000 euros en versement en numéraire.

Les actions de la SICAV peuvent être regroupées ou divisées par décision de l'assemblée générale extraordinaire.

Les actions pourront être fractionnées, sur décision du conseil d'administration (conseil de surveillance, directoire) en dixièmes, centièmes, millièmes, dix-millièmes dénommés fractions d'action.

Les dispositions des statuts réglant l'émission et le rachat d'actions sont applicables aux fractions d'actions dont la valeur sera toujours proportionnelle à celle de l'action qu'elles représentent. Toutes les autres dispositions des statuts relatives aux actions s'appliquent aux fractions d'actions sans qu'il soit nécessaire de le spécifier, sauf lorsqu'il en est disposé autrement.

Article 7 - Variations du capital

Le montant du capital est susceptible de modification, résultant de l'émission par la société de nouvelles actions et de diminutions consécutives au rachat d'actions par la société aux actionnaires qui en font la demande.

Article 8 - Émissions, rachats des actions

Les actions sont émises à tout moment à la demande des actionnaires sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription.

Les rachats et les souscriptions sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le prospectus.

Toute souscription d'actions nouvelles doit, à peine de nullité, être entièrement libérée et les actions émises portent même jouissance que les actions existant le jour de l'émission.

En application de l'article L 214-7-4 du Code monétaire et financier, le rachat par la société de ses actions, comme l'émission d'actions nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par le conseil d'administration, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des actionnaires le commande.

Lorsque l'actif net de la SICAV (ou le cas échéant, d'un compartiment) est inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat des actions ne peut être effectué (sur le compartiment, le cas échéant).

Article 9 - Calcul de la valeur liquidative

Le calcul de la valeur liquidative de l'action est effectué en tenant compte des règles d'évaluation précisées dans le prospectus

En outre, une valeur liquidative instantanée indicative sera calculée par l'entreprise de marché en cas d'admission à la négociation.

Les apports en nature ne peuvent comporter que les titres, valeurs ou contrats admis à composer l'actif des OPCVM ; ils sont évalués conformément aux règles d'évaluation applicables au calcul de la valeur liquidative.

Article 10 - Forme des actions

Les actions pourront revêtir la forme au porteur ou nominative, au choix des souscripteurs.

En application de l'article L 211-4 du Code monétaire et financier, les titres seront obligatoirement inscrits en comptes tenus selon le cas par l'émetteur ou un intermédiaire habilité.

Les droits des titulaires seront représentés par une inscription en compte à leur nom :

- chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres au porteur,
- chez l'émetteur, et s'ils le souhaitent, chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres nominatifs.

Article 11 - Cotation

Les actions peuvent faire l'objet d'une admission à la négociation sur un marché réglementé selon la réglementation en vigueur. Dans ce cas, la SICAV devra avoir mis en place un dispositif permettant de s'assurer que le cours de son action ne s'écarte pas sensiblement de sa valeur liquidative.

Article 12 - Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices, à une part proportionnelle à la fraction du capital qu'elle représente.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre, dans quelque main qu'il passe.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque et notamment, en cas d'échange ou de regroupement les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Article 13 - Indivisibilité des actions

Tous les détenteurs indivis d'une action ou les ayants droit sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne nommée d'accord entre eux, ou à défaut par le président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social.

Au cas où le fractionnement d'actions a été retenu (article 6) :

Les propriétaires de fractions d'actions peuvent se regrouper. Ils doivent, en ce cas, se faire représenter dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, par une seule et même personne qui exercera, pour chaque groupe, les droits attachés à la propriété d'une action entière.

TITRE III

ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ

Article 14 - Administration

La société est administrée par un conseil d'administration de (trois membres au moins et de dix-huit au plus), nommés par l'assemblée générale.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Ces dernières doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était membre du conseil d'administration en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité de la personne morale qu'il représente.

Ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente. Si la personne morale révoque le mandat de son représentant, elle est tenue de notifier à la SICAV, sans délai, par lettre recommandée, cette révocation ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès, démission ou empêchement prolongé du représentant permanent.

Article 15 - Durée des fonctions des administrateurs - Renouvellement du conseil

Sous réserve des dispositions du dernier alinéa du présent article, la durée des fonctions des administrateurs est de trois années pour les premiers administrateurs et six années au plus pour les suivants, chaque année s'entendant de l'intervalle entre deux assemblées générales annuelles consécutives.

Si un ou plusieurs sièges d'administrateurs deviennent vacants entre deux assemblées générales, par suite de décès ou de démission, le conseil d'administration peut procéder à des nominations à titre provisoire.

L'administrateur nommé par le conseil à titre provisoire en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur. Sa nomination est soumise à ratification de la plus prochaine assemblée générale.

Tout administrateur sortant est rééligible. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire.

Les fonctions de chaque membre du conseil d'administration prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat, étant entendu que, si l'assemblée n'est pas réunie au cours de cette année, lesdites fonctions du membre intéressé prennent fin à fin septembre de la même année, le tout sous réserve des exceptions ci-après.

Tout administrateur peut être nommé pour une durée inférieure à six années lorsque cela sera nécessaire pour que le renouvellement du conseil reste aussi régulier que possible et complet dans chaque période de six ans. Il en sera notamment ainsi si le nombre des administrateurs est augmenté ou diminué et que la régularité du renouvellement s'en trouve affectée.

Lorsque le nombre de membres du conseil d'administration devient inférieur au minimum légal, le ou les membres restants doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire des actionnaires en vue de compléter l'effectif du conseil.

Article 16 - Bureau du conseil

Le conseil d'administration élit parmi ses membres, pour la durée qu'il détermine, mais sans que cette durée puisse excéder celle de son mandat d'administrateur, un président qui doit être obligatoirement une personne physique.

Le président du conseil d'administration représente le conseil d'administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des

organes de la société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

S'il le juge utile, le conseil d'administration nomme également un vice-président et peut aussi choisir un secrétaire, même en dehors de son sein.

Article 17 - Réunions et délibérations du conseil

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, soit au siège social, soit en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Lorsqu'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins de ses membres peut demander au président de convoquer celui-ci sur un ordre du jour déterminé. Le directeur général peut également demander au président de convoquer le conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé. Le président est lié par ces demandes.

Les convocations sont faites trois jours au moins à l'avance par lettre, télégramme ou télex. Mais elles peuvent être verbales et sans délai.

La présence de la moitié au moins des membres est nécessaire pour la validité des délibérations. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Chaque administrateur dispose d'une voix. En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante.

Article 18 - Procès-verbaux

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

Article 19 - Pouvoirs du Conseil d'administration

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Le président ou le directeur général de la société est tenu de communiquer à chaque administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Article 20 - Direction générale - Censeurs

La direction générale de la Société est assumée sous sa responsabilité, soit par le président du conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le conseil d'administration et portant le titre de directeur général.

Le choix entre les deux modalités d'exercice de la direction générale est effectué dans les conditions fixées par les présents statuts par le conseil d'administration pour une durée prenant fin à l'expiration des fonctions de président du conseil d'administration en exercice. Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans les conditions définies par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

En fonction du choix effectué par le conseil d'administration conformément aux dispositions définies ci-dessus, la direction générale est assurée, soit par le président, soit par un directeur général.

Lorsque le conseil d'administration choisit la dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général, il procède à la nomination du Directeur Général et fixe la durée de son mandat.

Lorsque la direction générale de la société est assumée par le président du conseil d'administration, les dispositions qui suivent relatives au directeur général lui sont applicables.

Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires ainsi que

des pouvoirs qu'elle réserve de façon spéciale au conseil d'administration, et dans la limite de l'objet social, le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration. Il représente la société dans ses rapports avec les tiers.

Le directeur général peut consentir toutes délégations partielles de ses pouvoirs à toute personne de son choix.

Le directeur général est révocable à tout moment par le conseil d'administration.

Sur proposition du directeur général, le conseil d'administration peut nommer jusqu'à cinq personnes physiques chargées d'assister le directeur général avec le titre de directeur général délégué.

Les directeurs généraux délégués sont révocables à tout moment par le conseil sur la proposition du directeur général.

En accord avec le directeur général, le Conseil détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux directeurs généraux délégués.

Ces pouvoirs peuvent comporter faculté de délégation partielle. En cas de cessation de fonctions ou d'empêchement du directeur général, ils conservent, sauf décision contraire du conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau directeur général.

Les directeurs généraux délégués disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le directeur général.

Les fonctions de Directeur Général et de Directeurs généraux délégués cessent à l'expiration de l'exercice au cours duquel ils atteignent 65 ans.

L'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire peut nommer auprès de la SICAV un ou plusieurs censeurs choisis ou non parmi les actionnaires dont le nombre ne peut être supérieur à 10. La durée de leurs fonctions est de six années. Elle prend fin à l'issue de la réunion de l'assemblée ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat de censeur.

Les censeurs sont indéfiniment rééligibles ; ils peuvent être révoqués à tout moment par décision de l'assemblée générale.

En cas de décès ou de démission ou cessation de fonctions pour tout autre motif d'un ou plusieurs censeurs, le conseil d'administration peut coopter leur successeur, cette nomination provisoire étant soumise à la ratification de la plus prochaine assemblée générale.

Les censeurs sont convoqués aux séances du conseil d'administration et prennent part aux délibérations avec voix consultative, sans que toutefois leur absence puisse nuire à la validité des délibérations.

Article 21 - Rémunération et allocation du conseil d'administration

L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs en rémunération de leur activité une somme fixe annuelle au titre de jetons de présence dont le montant est porté aux frais généraux de la société et qui est réparti à la discrétion du conseil entre ses membres.

Article 22 - Dépositaire

L'établissement dépositaire désigné par le conseil d'administration est le suivant :

SOCIETE GENERALE – 29 boulevard Haussmann - 75009 PARIS

Le dépositaire assure les missions qui lui incombent en application des lois et règlements en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement confiées par la société de gestion. Il doit notamment s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion de portefeuille. Il doit, le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles. En cas de litige avec la société de gestion, il en informe l'Autorité des Marchés Financiers.

Article 23 - Prospectus

Le conseil d'administration, le directoire ou la société de gestion lorsque la SICAV a déléguée globalement sa gestion a tous pouvoirs pour y apporter, éventuellement, toutes modifications propres à assurer la bonne gestion de la société, le tout dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires propres aux SICAV.

TITRE IV

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Article 24 - Nomination - Pouvoirs - Rémunération

Le commissaire aux comptes est désigné pour six exercices par le conseil d'administration après accord de l'Autorité des Marchés Financiers, parmi les personnes habilitées à exercer ces fonctions dans les sociétés commerciales.

Il certifie la régularité et la sincérité des comptes.

Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Le commissaire aux comptes est tenu de signaler dans les meilleurs délais à l'Autorité des Marchés Financiers tout fait ou toute décision concernant l'organisme de placement collectif en valeurs mobilières dont il a eu connaissance dans l'exercice de sa mission, de nature :

1° A constituer une violation des dispositions législatives ou réglementaires applicables à cet organisme et susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière, le résultat ou le patrimoine ;

2° A porter atteinte aux conditions ou à la continuité de son exploitation ;

3° A entraîner l'émission de réserves ou le refus de la certification des comptes.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il apprécie tout apport sous sa responsabilité.

Il contrôle la composition de l'actif et les autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le conseil d'administration ou le directoire de la SICAV au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

Le commissaire aux comptes atteste les situations qui servent de base à la distribution d'acomptes.

TITRE V

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Article 25 - Assemblées générales

Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi.

L'assemblée générale annuelle, qui doit approuver les comptes de la société, est réunie obligatoirement dans les quatre mois de la clôture d'exercice.

Les réunions ont lieu, soit au siège social, soit dans un autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

Tout actionnaire peut participer, personnellement ou par mandataire, aux assemblées sur justification de son identité et de la propriété de ses titres, sous la forme, soit d'une inscription nominative, soit du dépôt de ses titres au porteur ou du certificat de dépôt, aux lieux mentionnés dans l'avis de convocation ; le délai au cours duquel ces formalités doivent être accomplies expire trois jours avant la date de réunion de l'assemblée.

Un actionnaire peut se faire représenter conformément aux dispositions de l'article L.225-106 du code de commerce.

Un actionnaire peut également voter par correspondance dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou par le président du directoire, ou en son absence, par un vice-président ou par un administrateur délégué à cet effet par le conseil ou le directoire. A défaut, l'assemblée élit elle-même son président.

Les procès-verbaux d'assemblée sont dressés et leurs copies sont certifiées et délivrées conformément à la loi.

TITRE VI

COMPTES ANNUELS

Article 26 - Exercice social

L'année sociale commence le lendemain du dernier jour de bourse de Paris du mois de septembre et se termine le dernier jour de bourse du mois de septembre de l'année suivante.

Toutefois, par exception, le premier exercice comprendra toutes les opérations effectuées depuis la date de création jusqu'au dernier jour de bourse du mois de septembre 2000.

Article 27 - Affectation et répartition des résultats

Le conseil d'administration arrête le résultat net de l'exercice qui, conformément aux dispositions de la loi, est égal au montant des intérêts, arrérages primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous les autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion, de la charge des emprunts et des dotations éventuelles aux amortissements. Les sommes capitalisables sont égales au résultat net majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus afférents à l'exercice clos.

Les sommes distribuables sont intégralement capitalisées à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi.

TITRE VII

PROROGATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 28 - Prorogation ou dissolution anticipée

Le conseil d'administration ou le directoire peut, à toute époque et pour quelque cause que ce soit, proposer à une assemblée extraordinaire la prorogation ou la dissolution anticipée ou la liquidation de la SICAV.

L'émission d'actions nouvelles et le rachat par la SICAV d'actions aux actionnaires qui en font la demande cessent le jour de la publication de l'avis de réunion de l'assemblée générale à laquelle sont proposées la dissolution anticipée et la liquidation de la société, ou à l'expiration de la durée de la société.

Article 29 - Liquidation

Les modalités de liquidation sont établies selon les dispositions de l'article L.214-12 du code monétaire et financier.

TITRE VIII

CONTESTATIONS

Article 30 - Compétence - Élection de domicile

Toutes contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes au sujet des affaires sociales, sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.